Manifestons partout en France les 29 et 30 mars

21 mars 2025

Indecosa-Cgt appellent tous ses militantes et militants
à participer aux rassemblements
dans tous les départements le samedi 29 mars.

Un logement décent, stable, abordable
pour toutes et tous !

Non aux expulsions et au logement cher !

Alors que le droit au logement est reconnu dans la loi, il n'y a pas assez de logements pour tous·tes, et on y consacre une part toujours plus importante de ses revenus. Les politiques du logement n'ont fait qu'aggraver la crise, les jeunes, les plus modestes, les précaires ne peuvent plus se loger… C'est une catastrophe sociale !

Jamais depuis 50 ans, il n'y a eu autant de locataires menacé·es d'expulsion à l'approche de la fin de la trêve hivernale, ni autant de demandes HLM (2,6 millions), de mal-logé·es (4,2 millions), ni autant de sans-abris (350 000 dont des femmes, des enfants, des retraité·es…). Beaucoup de résident·es de foyers de travailleurs ou résidences sociales sont expulsé·es pour hébergement d'un·e proche.

Non seulement les APL ont baissé et les prix de l'énergie ont flambé, mais depuis fin 2023, les loyers augmentent plus vite que l'inflation et les revenus ! Ainsi les locataires HLM et beaucoup de locataires du privé subissent en 2025 plus de 3% de hausse de loyer, alors que l'inflation se rapproche des 1% … Comparé aux loyers de 2023, les locataires et les résident·es paieront en 2025 un 13e mois de loyer en plus !

Les jugements d'expulsions et les expulsions forcées sont massives. Depuis la loi Kasbarian-Bergé, les locataires refusant de « s'auto-expulser » peuvent même être condamné·es à une amende pénale et les occupant·es sans titre de logements vacants sont mis·es à la rue, sans jugement, même en hiver !

A l'inverse, la production HLM est en berne. La violation des droits des locataires du privé, de la loi DALO ou du droit à l'hébergement jusqu'au relogement se banalise. Les quartiers populaires se dégradent à mesure que les projets d'urbanisme se multiplient (démolitions ANRU, mauvais entretien …), pour chasser les habitant·es souvent dénigré·es et calomnié·es … Les espaces collectifs dans les foyers sont détruits. Les logements vacants et locations Airbnb&Co prospèrent au détriment des locations de longue durée. Les occupant·es de bidonvilles, de caravane, de squats, de camping ou d'habitat choisi sont chassé·es.

Loin de lutter contre cette catastrophe sociale et de soutenir les victimes, le gouvernement aide les plus riches et les promoteurs, dresse des obstacle à l'accès et au maintien des APL… Or, les besoins les plus urgents sont de produire des logements sociaux, de baisser les loyers, de ,lutter contre la spéculation foncière, immobilière ou le blanchiment d'argent sale dans l'immobilier.

Il faut aussi mobiliser les logements et bureaux vacants qui n'ont jamais été si nombreux, isoler les passoires thermiques, reloger tou·tes les sinistré·es à commencer par ceux de Mayotte…

Les luttes du logement se renforcent partout en France : familles et personnes à la rue, mineur·es isolé·es, prioritaires DALOs, locataires HLM, victimes de marchands de sommeil ou de bailleurs fraudeurs, locataires exploité·es …

Rassemblons-nous nombreux·ses, comme à Barcelone, Madrid, Berlin, Lisbonne :

• Arrêt de toute expulsion : relogement décent, stable, abordable !
• Plus personne à la rue : hébergement inconditionnel jusqu'au relogement !
• Application de la loi de réquisition et abrogation de la loi Kasbarian-Bergé !
• Respect de la loi DALO et des lois protégeant les locataires !
• Réalisation de 250 000 HLM à bas loyer chaque année, et arrêt de leur vente et de leur destruction !
• Baisse des loyers, hausse des APL, lutte contre la fraude locative et le blanchiment d'argent sale dans l'immobilier !

• Mise aux normes des passoires thermiques, des logements indécents ou toxiques (plomb, amiante) !
• Mêmes droits pour les résident·es de foyers que pour les locataires HLM !
• Instituer l'obligation pour chaque commune de réaliser 30% de logement sociaux !
• Introduire le droit au logement dans la Constitution !

Premiers signataires : AFVS, AITEC, APPUII, L'Après, Attac France, ATMF, Bagagérue, BSP, CAD, CGT, CNL, CNT-f, Collectif Combat pour l'hébergement, Collectif des Jeunes du Parc de Belleville, Collectif Hébergement 94, COPAF, Construire, CSF, CSP75, DAL, Femmes Egalité, FSU, FTCR, Héro·ïnes 95, **Indecosa-CGT**, Jamais sans toit Ile-de-France, La Kunda, LDH, Les Midis du mie, MRAP, OST, Plate-forme logement pour tou.te.s, Romeurope 94, SNPES PJJ FSU, Solidaires Étudiant-e-s Paris-Banlieue, Soupirail, SUD Education, La Trotteuse, Un centre ville pour tous, Union syndicale Solidaires, Utopia56…

Avec le soutien de : Les Ecologistes, LFI, NPA Anticapitaliste, PCF, PEPS…